Introduction

Gérard Béaur, Jean-Michel Chevet, Cormac O'Grada et Maria-Teresa Perez-Picazo

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoiremesure/4140>

DOI : 10.4000/histoiremesure.4140

ISBN : 1957-7745

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2011

Pagination : 3-16

ISBN : 978-2-7132-2313-6

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Gérard Béaur, Jean-Michel Chevet, Cormac O'Grada et Maria-Teresa Perez-Picazo, « Introduction », *Histoire & mesure* [En ligne], XXVI-1 | 2011, mis en ligne le 18 novembre 2011, consulté le 04 juin 2022.
URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/4140> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoiremesure.4140>

Revisiter les crises

Les textes rassemblés dans ce recueil sont issus des Premières Journées de Ca Tron organisées à Trévis en juin 2009 dans le cadre du GDR 2912 du CNRS Histoire des Campagnes Européennes (direction Gérard Béaur), autour de la question des crises agricoles. Cette rencontre a débouché sur une session du *World Economic History Congress* d'Utrecht en août de la même année. Des quinze communications à Trévis et discutées à Utrecht, sept ont été retenues pour alimenter ce numéro spécial d'*Histoire & Mesure*. Le but de cette opération scientifique était de sortir enfin des cadres nationaux traditionnels et d'échapper à leurs effets déformants en confrontant les historiographies à l'échelle européenne dans un temps long, celui des crises de la période moderne et de la fin de l'ère pré-industrielle. Mais pourquoi les organisateurs ont-ils choisi un thème apparemment si rebattu ?

Les crises, les famines, particulièrement celles dites d'Ancien Régime, mais également celles qui ont frappé les pays extra-européens, ont fait l'objet d'innombrables travaux. Que l'on songe un seul instant à ceux d'Ernest Labrousse, de Wilhelm Abel¹, ou de J. Meuvret à qui l'on doit une des premières définitions des crises de subsistances². Dans leur sillage, les analyses conduites pour mesurer l'évolution des prix agricoles et pour tracer les courbes démographiques des sites sous observation ont proliféré pendant l'âge d'or de l'histoire rurale, dans les années 1960 et 1970, tout particulièrement en France³, à un point tel qu'on a pu garder l'impression que l'hexagone était l'épicentre de la crise dite de subsistances et le lieu unique des grandes mortalités. De quoi entretenir, une fois de plus, l'illusion d'un archaïsme et d'un misérabilisme français – même si ce n'était pas le cas de Jean Meuvret – commode repoussoir pour les fervents admirateurs d'une révolution agricole anglaise instruite par de grands fermiers dynamiques et compétents. Une telle profusion de recherches sur les crises aurait pu donner à croire que la question était définitivement réglée, que les

1. ABEL, W., 1935 (1973) ; LABROUSSE, E., 1933 et 1944.

2. Et plus récemment dans un espace beaucoup plus large de C. O' GRADA, 2010.

3. Cf. G. BÉAUR, 2000, chapitre VIII, p. 255-294.

mécanismes et les effets de ces désordres économiques étaient parfaitement maîtrisés par les historiens, bref qu'il n'y avait plus grand chose à explorer dans cette direction. Or, il n'en est rien.

De nombreuses questions restent en effet pendantes parce qu'elles n'ont jamais été véritablement tranchées et parce que les évidences colportées sans relâche méritent d'être réexaminées de près. Les crises de subsistances étaient-elles responsables des crises démographiques ? Quels liens entretenaient-elles avec les crises industrielles ? Avaient-elles des résonances politiques fortes dont la Révolution française aurait été le paroxysme ? Quels effets sociaux et économiques ont-elles exercé ? Quelles actions ont engagé les institutions, les États en particulier, pour endiguer les calamités qui accablaient les populations ? Comment et pourquoi ces crises ont-elles périclité, disparu, se sont-elles déplacées ou ont-elles adopté d'autres formes ? Quelle partie du continent européen a été touchée, avec quelle intensité et selon quelles modalités ? Certaines aires géographiques ont-elles été exemptes ou n'en auraient-elles ressenti que des contre-coups assourdis ? Comment et pourquoi, selon quelles modalités, quels rythmes et quelle géographie, les crises de l'offre se sont-elles muées en crises de la demande ?

Comment expliquer que ces débats importants et qui n'ont en aucun cas été esquivés puissent nous laisser sur notre faim ? En premier lieu, le discrédit dont souffre l'histoire économique et les impasses dans lesquelles les historiens se sont engagés peuvent fournir une première justification. Mais en second lieu, les chercheurs qui persistent à essayer de comprendre le réel, et pas seulement les représentations, ont progressivement déserté l'analyse de la conjoncture courte au profit des faits de structures, sans trop se demander si la conjoncture n'était pas elle-même créatrice de structures. Et, en troisième lieu, les chercheurs des différents pays n'ont pas porté le même intérêt aux crises démographiques et économiques et, surtout, n'y ont pas forcément vu les mêmes déterminations qu'en France, sans que s'engage vraiment une démarche comparatiste qui aurait permis de relativiser et de circonscrire les faits observés.

Il fallait donc reprendre ce dossier imprudemment abandonné par les historiens français, alors que les spécialistes d'histoire économique commencent à se pencher sérieusement, un peu partout, sur les crises frumentaires et alors que la crise agricole de 2008 démontre à l'envi que cette question reste à l'ordre du jour avec les mêmes symptômes que l'Europe avait connus : déficit céréaliier, hausse des prix des denrées de première nécessité, problèmes alimentaires, spéculations, troubles, tentatives gouvernementales et non gouvernementales pour désamorcer ce risque alimentaire. Il

n'était donc nullement inconvenant de s'interroger dans un cadre européen et de se demander : quoi de neuf sur les crises en Europe ? Il s'agissait bien de revenir à nouveaux frais sur la question des crises dans le temps long et de les observer dans plusieurs pays ou régions-tests. C'est bien cet objectif de mise en relation et de mise en perspective qui a été poursuivi par les organisateurs en restant conscients que loin d'apporter des conclusions définitives, la rencontre pourrait donner des éléments de réponse, même provisoires, hypothétiques et partiels. Réfléchir sur les crises revenait à reprendre des dossiers qui ont fait certes les grandes heures de l'historiographie des cinquante dernières années mais qui, grâce aux avancées de la recherche empirique et théorique, peuvent être réinvestis sous un éclairage conceptuel différent. Nous proposons d'en rouvrir trois dans le cadre de ce recueil.

L'identification et l'enchaînement des crises

Le réexamen de l'impact des crises ne peut se dispenser d'une première réflexion sur la notion de crise et son évolution dans les sociétés d'Ancien Régime et du ^{xx}e siècle. Cette réflexion repose en premier lieu sur la construction d'une typologie. Paul Servais en donne une liste et une description éclairantes : crises agricoles caractérisées par un déficit inopiné de la récolte, crises de subsistances qui menacent l'approvisionnement des populations par la cherté, crises sociales qui affectent le niveau de vie des ménages, crises démographiques plus ou moins identifiées aux mortalités, crises agraires qui secouent les revenus et les patrimoines paysans, crises économiques qui ébranlent par contre-coup les autres secteurs d'activité, crises politiques qui naissent des troubles occasionnés par les désordres économiques.

Le modèle de la crise d'Ancien Régime, tel qu'Ernest Labrousse l'a formalisé, est bien connu. Une série de mauvaises récoltes céréalières déclenche une hausse des prix vertigineuse, qui rend les blés inaccessibles aux couches les plus fragiles de la société. Toute une série de phénomènes s'enclenchent alors : crise industrielle par réduction de la demande de produits manufacturés, crise politique avec des émotions qui éclatent un peu partout et qui dégénèrent parfois en crise politique et en révolutions, crise démographique mise en évidence par J. Meuvret et P. Goubert⁴, avec pointes de mortalité, voire dans les cas graves chute des conceptions et recul des mariages. À ces crises emboîtées, pour faire bon poids, on ajoutera une crise du crédit, une crise foncière, une crise de l'emploi. Bref, l'accident climatique se résout en crise généralisée de l'ensemble du système social et

4. MEUVRET, J., 1946 ; GOUBERT, P., 1960.

économique et de tout l'édifice politique⁵. Ce modèle aurait perduré, quoique sous une forme abâtardie, jusqu'au milieu du XIX^e siècle, étant entendu que la Révolution de 1789 en constituerait le type le plus abouti tandis que les crises les plus intenses se seraient produites au tournant louis-quatorzien du XVII^e siècle et que la révolution de 1848 en représenterait le dernier avatar. Les critiques n'ont pas manqué de fuser contre ce modèle si bien huilé qui expliquerait l'évolution socio-économique et socio-politique de la France d'Ancien Régime aussi bien que les changements intervenus dans la première moitié du XIX^e siècle.

Dans l'interprétation classique, la crise de subsistances est étroitement corrélée aux pointes de mortalité spectaculaires qui émaillent les courbes démographiques depuis les travaux pionniers de Jean Meuvret et Pierre Goubert. Corrélativement, elle pèse sur la nuptialité et provoque un déficit des naissances en raison de la chute concomitante des conceptions. On a longuement débattu pour savoir si les populations mouraient réellement de faim ou si les épidémies n'étaient pas primordiales, soit qu'elles frappent des corps affaiblis par les privations, soit qu'elles soient en fait déconnectées de la hausse des prix. On rencontre en effet des crises de mortalité sans « chertés » et des « chertés » sans réponse de la mortalité. Comme Martin Dribe, Mats Olsson et Patrick Svensson pour la Suède⁶, Guido Alfani et Gabriel Jover ont démontré dans ce recueil que la mortalité était un indicateur imparfait pour évaluer la gravité de la crise parce qu'entaché de trop de biais qui pouvaient le rendre impropre à cette fonction. Mieux vaut sans doute se reporter sur la nuptialité puisqu'en période de crises, les familles ont tendance à surseoir aux unions – et cela même si des vagues de remariages peuvent intervenir qui corrigent ce mouvement – et bien davantage encore sur la fécondité. Pour différentes raisons (aménorrhée⁷, hésitation devant la procréation ou absence d'appétit sexuel), les couples suspendraient leur reproduction biologique. Faut-il alors exclure la mortalité de la liste des conséquences démographiques d'une calamité agricole ? Peut-on penser avec les mêmes auteurs que l'organisme humain est en mesure de résister longtemps à la carence alimentaire ? On sait que des cas de mortalité par inanition ou par des maladies favorisées par l'asthénie des individus ont été détectés, en particulier lors des grands cataclysmes du tournant du XVII^e siècle⁸, ils ne concerneraient que des situations extrêmes et seraient plutôt des exceptions : il y avait d'autres voies qui permettaient aux crises de subsistances de dégénérer en crises de morta-

5. LE ROY LADURIE, E., 2004 et 2006.

6. DRIBE, M. OLSSON, M. & SVENSSON, P., à paraître.

7. LE ROY LADURIE, E., 1973.

8. LACHIVER, M., 1991.

lité, sans qu'il y ait la moindre automaticité. En tout état de cause, dans cette configuration, la crise de 1848 qui est actuellement dans le collimateur des historiens⁹ sortirait de cette logique puisque ni Paul Servais, ni Nadine Vivier, pour la Wallonie et pour la France, n'ont repéré le moindre sursaut de la mortalité, confirmant ainsi les analyses précédentes de Jean-Michel Chevet et Cormac O'Grada¹⁰.

Le scepticisme est également de mise en ce qui concerne le lien entre crise agricole et crise économique. On sait qu'Ernest Labrousse n'est pas l'inventeur de la crise dite « labroussienne ». L'explication dont il s'est fait le défenseur avait déjà cours à la fin du XIX^e siècle. Elle fait de la cherté des grains le moteur de l'ensemble de l'économie d'Ancien Régime et de la conjoncture. Un déficit de la production de grains produirait une élévation du coût des céréales et donc des dépenses d'alimentation des ménages. Par voie de conséquence, ceux-ci seraient contraints d'arbitrer entre leurs achats et de donner la priorité à la nourriture. Leurs disponibilités financières étant entamées, ils n'auraient d'autre choix que de réduire leur consommation de produits industriels. La mévente provoquerait la chute de la production et alimenterait le chômage des artisans et ouvriers. Ainsi, la crise agricole entraînerait-elle dans son sillage une crise de l'ensemble de l'économie et dégénérerait en marasme industriel. Ce modèle, si séduisant, a été immédiatement critiqué avec des arguments dont certains sont à prendre au sérieux, notamment ceux qui contestent que les milieux populaires soient des consommateurs de produits fabriqués¹¹ et ceux qui doutent que la crise de 1789 érigée en modèle par Labrousse ait été une crise labroussienne. Le traité de libre-échange avec l'Angleterre aurait contribué bien plus que la cherté finale de l'Ancien Régime à la chute de la production industrielle¹².

Le modèle de crise labroussien reste-t-il valide ? Résiste-t-il aux critiques qui lui ont été portées ? S'il s'avère pertinent, cela impliquerait sans doute que la France d'Ancien Régime était sortie de l'autarcie et de l'auto-consommation, mais était-ce le cas partout et toujours ? Quelle extension chronologique pourrait-on lui attribuer ? Selon Nadine Vivier, il semblerait qu'Ernest Labrousse lui-même ait finalement hésité à lui conférer une valeur explicative incontestable pour les crises de la première moitié du XIX^e siècle. Répertoriant les épisodes de crises de ce demi-siècle, elle observe qu'ils sont bien davantage le produit de mécomptes industriels, financiers ou com-

9. PAPING, R., VANHAUTE, E., O'GRADA, C., 2007.

10. CHEVET, J.M. & O'GRADA, C., 2003 et 2004.

11. LANDES, D., 1950.

12. WEIR, D. 1991.

merciaux que de déboires agricoles. La crise de 1847-1848 serait le résultat d'une conjoncture industrielle déprimée et les revers occasionnés par la mauvaise récolte auraient plutôt aggravé que provoqué le repli industriel. L'argument majeur de cette démonstration reste que la France n'était déjà plus fondamentalement un pays agricole au milieu du XIX^e siècle, ce qui pourrait laisser supposer *a contrario* que si les crises du XVIII^e siècle étaient fondamentalement agricoles avant d'être industrielles, elles auraient pu l'être de manière contingente au siècle suivant. Cette déconnexion relative pourrait conduire vers une autonomisation plus radicale des deux formes de crises au XIX^e siècle. Dans la Wallonie précocement industrialisée étudiée par Paul Servais, non seulement la crise agricole n'est pas le vecteur d'une crise industrielle en 1848, mais tout se passe comme s'il existait une désynchronisation des cycles et une césure totale entre les deux conjonctures. À la limite, la crise de 1847 n'aurait eu aucun effet sur l'industrie et celle-ci aurait joué un rôle d'amortisseur plutôt que d'amplificateur pour une société ébranlée par les mécomptes céréaliers.

On sait que le lien entre crise agricole et crise économique générale est censé déboucher à son tour sur une relation de cause à effet avec les soubresauts révolutionnaires qu'a connus la France entre 1789 et 1848. La Seconde République serait donc sortie des mauvaises récoltes de la fin des années 1840. Les émeutes de la faim auraient bifurqué vers la Révolution. Là encore, Nadine Vivier s'inscrit en faux contre cette interprétation en observant que la crise agricole se dénoue dès le printemps ou le début de l'été 1847, donc près d'un an avant l'éclatement de l'insurrection et que les contemporains n'avaient, apparemment, pas établi le lien entre ces événements successifs. On peut alors constater que si toutes les crises ne dégénèrent pas en Révolution, elles s'accompagnent bien souvent d'émeutes frumentaires dont il resterait à mesurer le degré de transivité avec le haut prix des grains¹³ et dont certaines auraient pu déraiser vers des perturbations politiques majeures.

La portée et les modalités de la crise

Les crises ne surviennent pas dans un ciel sans nuages et il est tentant d'en rendre compte par l'examen du contexte économique et démographique. Selon la gravité des carences du système productif et selon les contraintes démographiques, l'impact serait plus ou moins profond et la crise agricole, cataclysme initial, dégénérerait plus ou moins en crise généralisée, provoquant en cascade tout ou partie des autres formes de crises. Indéniablement, le malthusianisme a connu de véritables heures de gloire

13. BOURGUINAT, N., 2002.

depuis la fin de la guerre. Schématiquement, il consiste à penser que le développement des populations d'Ancien Régime est soumis à la régulation d'une offre limitée en subsistances, les fameux « plafonds malthusiens ». Du côté anglais, Wrigley et Schofield¹⁴ ont mis l'accent sur le « frein préventif » alors que les auteurs français, Emmanuel Le Roy Ladurie en particulier, expliquent que, la population venant buter sur ce fatidique plafond, le choc entraîne des crises de mortalité par un effet de « frein correctif ». Ces deux conceptions opposées de l'histoire des populations anciennes conduisent légitimement à rouvrir ce dossier. En effet, n'y a-t-il pas contradiction entre les deux freins ? Pourquoi le « préventif » fonctionnerait-il ici (avant de s'effondrer au point que la population anglaise se multiplie par quatre alors que la population française n'augmente que de moitié ?), alors que de l'autre côté le « correctif » aurait été à l'œuvre ?

L'Italie septentrionale semble bien répondre en partie aux exigences de la théorie néo-malthusienne. Les désordres climatiques des années 1590 sont à l'origine de très mauvaises récoltes et créent une pénurie dramatique. À partir de cette catastrophe initiale, le choc démographique mais aussi économique et financier est dévastateur. Choc démographique, non qu'on meure réellement de faim dans les villes et les campagnes, mais d'autres phénomènes interfèrent qui créent la mortalité. L'adoption forcée de nourriture avariée et les déplacements erratiques des populations attirées par le mirage d'un approvisionnement possible ou expulsées par les autorités urbaines soucieuses de réserver les stocks aux citadins, d'éviter la contagion et les troubles, provoquent l'épidémie. Des masses déshéritées circulent en effet en tout sens soit en allant vers la ville qui traditionnellement draine les grains de la campagne, soit en passant d'une région vers une autre soupçonnée d'être mieux pourvue en suivant les pistes de la rumeur, soit encore de la ville vers la campagne parce que refoulées par les cités. Choc économique car les villes et les particuliers s'endettent de manière incontrôlée pour s'approvisionner et ne pas mourir de faim, instaurant un déséquilibre financier durable. Choc moral et politique qui brise les solidarités et instille le germe de la violence dans les villes comme dans les campagnes. Pour se remettre de ce cataclysme il faudra plusieurs décennies avant que la peste ne vienne ravager et dépeupler la région en 1630, tuant au moins le quart de la population totale et une proportion bien supérieure dans les villes. Comme le choc bactériologique de la Peste Noire au XVI^e siècle aurait été préparé par une série de chocs météorologiques et agricoles quelques décennies plus tôt¹⁵, l'épidémie qui frappe l'Italie au XVII^e siècle sortirait toute armée de la tragé-

14. WRIGLEY E. A. & SCHOFIELD, R. S. 1981.

15. CAMPBELL, B., 2010.

die économique et démographique de la fin du xvi^e siècle. N'émergeraient de ce désastre que les zones de montagnes, moins dépendantes de l'approvisionnement céréalier, moins soumises aux mouvements de population et, par voie de conséquence, relativement épargnées par la crise.

En fait, ni l'orientation franche vers une agriculture orientée vers des produits à haute valeur calorique, ni la spécialisation vers des cultures commerciales qui permettent l'importation ne met totalement à l'abri de ce genre de déconvenues. Gabriel Jover illustre cette triste loi en examinant le cas de Majorque. Au xvi^e siècle, l'île devient de plus en plus dépendante de l'importation de céréales qu'elle peut acheter grâce à une industrie textile florissante. Cela suppose que le produit bénéficie d'un marché rémunérateur, que les coûts de transport n'enchérissent pas trop, qu'aucune entrave ne soit mise à la circulation des denrées alimentaires. Que ces atouts disparaissent et les difficultés surgissent. Dans la première moitié du xvii^e siècle, l'île est confrontée à une crise du textile et à un tarissement de ses capacités d'importation en grains. Elle s'oriente donc vers une intensification céréalière pour importer moins et vers l'adoption de cultures spéculatives : la vigne et l'olivier pour se procurer de nouvelles ressources par l'exportation. Cette reconversion réussie débouche sur des résultats mitigés : si la mortalité perd sa dépendance céréalière avec une instabilité moindre des prix, conceptions et mariages restent sous pression et attestent que la situation reste fragile.

Les crises du xix^e siècle ont perdu de leur acuité et dès le xviii^e siècle le changement est net par comparaison avec les crises à répétition du tournant du xvii^e siècle, qui semblent bien avoir concerné toute l'Europe ou peu s'en faut. À la fin du xix^e siècle, ce n'est plus de la mauvaise récolte et des hauts prix que l'on a peur mais de la surproduction et de l'effondrement des cours des céréales qui pénalisent les producteurs. Il s'en faut de beaucoup cependant que cette nouvelle configuration soit inouïe. José Miguel Lana Berasain qui instruit le cas de la Navarre au début du xix^e siècle attire l'attention sur une autre crise, celle qui naît de l'effondrement du prix des céréales pendant la quinzaine d'années qui suit les Guerres napoléoniennes. Il est certain qu'une baisse aussi durable favorise les consommateurs mais aussi les débiteurs. Paradoxalement, les fermes familiales ont des capacités d'adaptation supérieures aux grandes exploitations et souffrent beaucoup moins si l'on considère leurs charges et leurs revenus. José Miguel Lana Berasain retrouve ainsi les constats opérés par Laurent Herment¹⁶ pour la région parisienne à la même époque qui démontre que les petites exploita-

16. HERMENT, L., à paraître.

tions sont moins sensibles que les grandes fermes aux aléas du marché et ne souffrent pas des mêmes handicaps financiers au moment de l'installation.

Les parades imaginées par les exploitants sont nombreuses mais d'une efficacité douteuse. L'effort pour améliorer la productivité par des innovations techniques, ou pour se tourner vers des cultures spéculatives figurent parmi cet arsenal aussi bien que l'acquisition des terres mises sur le marché par le biais de la *desamortización* ou de la *desvinculación* mises en route par l'État. D'autres remèdes tels que le transfert des coûts vers la petite exploitation familiale ou la réduction de l'investissement en travail pour diminuer les coûts salariaux sont logiques mais dangereux. On sait bien que la situation ainsi décrite n'est pas totalement inédite. Analysant la dynamique des crises de subsistances sous l'Ancien Régime, Jean-Claude Perrot a rappelé que Boisguilbert avait dénoncé les effets néfastes d'une baisse excessive des prix¹⁷. Le temps des « gros épis » dans les années 1680 avait conduit les fermiers à diminuer l'effort productif, ouvrant ainsi la voie aux récoltes insuffisantes des années 1690 et aux désastres qui s'ensuivirent. L'impression dominante était cependant celle d'une économie qui reste à la merci des sautes d'humeur de la récolte de blé. Au XIX^e siècle, on n'en est plus tout à fait là. Les crises de subsistances en Europe ont leurs beaux jours derrière elles.

Les mesures pour endiguer les crises

Alors, comment est-on sorti de l'impasse céréalière ? Il faut sans doute se déprendre de l'idée que la transition fut brutale et qu'on est passé sans désenclaver d'une économie d'Ancien Régime à une économie de Nouveau Régime. Mats Morell montre qu'en Suède l'évolution fut en fait progressive et résulte d'un faisceau de changements qui ne correspondaient en rien à des bouleversements mais plutôt à des ajustements graduels, en ce qui concerne tant la politique suivie que la progression à long terme de la production par tête et l'augmentation concomitante du niveau de vie. Les réformes engagées ne furent pas sans effet mais la moindre sensibilité aux crises et aux flambées des prix des céréales résulta aussi de la mise en cultures de terres marginales aux dépens de l'alimentation animale, de la substitution du seigle à l'orge et de l'introduction de la pomme de terre, sans oublier le rôle stabilisateur des importations. Même les enclosures entreprises au cours de la période sont conçues par l'auteur autant comme un résultat de la croissance que comme un instrument de cette croissance. L'amélioration ainsi décrite est à tout prendre socialement sélective. Les ruraux sans terre, de plus en plus nombreux, subissent encore longtemps les effets démographiques négatifs classiques en cas de hausse des prix.

17. PERROT, J.-C., 1984.

Quel rôle ont joué les pouvoirs publics dans ce changement ? On peut d'abord être certain que jamais l'État ne s'est désintéressé de l'approvisionnement des populations, tout au moins des populations urbaines. Guido Alfani a rappelé l'effort colossal et infructueux entrepris par la ville de Modène pour endiguer la crise. La circulation et la vente du blé sont strictement encadrées par une cascade de dispositions réglementaires dans la France louis-quatorzienne¹⁸. Il s'agit bien d'éviter les troubles qui pourraient naître des déficiences de l'approvisionnement et de la spéculation qui pourraient les alimenter. L'État intervient donc pour réguler le marché, pour atténuer les disettes, pour engager des réformes structurelles ou pour encourager la production. Cette intrusion est différemment appréciée, notamment lorsqu'il entend réglementer les échanges. Au XVIII^e siècle, alors qu'un courant libéral organisé autour de la physiocratie combat pour la libre circulation des grains, un autre courant autour de Terray entend agir sur leur distribution, tandis que Necker prône une politique d'intervention discrète pour ne pas affoler les consommateurs et un contrôle pragmatique du marché.

Tout au long du XIX^e siècle, l'État ne cesse de s'immiscer à son corps défendant dans le commerce des grains. Il joue également le rôle de « pom-pier » pour juguler les carences de l'approvisionnement lorsque la récolte est défailante. Nadine Vivier montre bien que l'action du gouvernement contribue à désamorcer les effets dévastateurs des crises par une intervention croissante et une régulation jamais démentie. On sait qu'une politique de grands travaux est amorcée au moment de la crise de 1848 aussi bien en France que dans la région de Liège selon Paul Servais. Mais cinq ans plus tard survient une nouvelle flambée du prix des céréales, plus intense et plus longue que les précédentes, et rendue encore plus aiguë par le conflit avec la Russie qui ferme la voie des importations. Laurent Herment nous décrit le cheminement de cette crise quasiment ignorée par l'historiographie, que l'on retrouve en Belgique où elle est traitée avec la même indifférence. L'État, instruit par les désagréments de l'expérience précédente, intervient pour la juguler en créant une Caisse de la Boulangerie destinée à maintenir le prix du pain aussi bas que possible pour les consommateurs parisiens. Une nouvelle fois, l'État mobilise des sommes importantes pour éviter tout débordement. Hors de Paris, il incite fermement les municipalités à intervenir financièrement et il encourage la charité privée qui doit comme d'habitude de servir de soupape.

Pourtant, note Laurent Herment, si l'action de l'État fut décisive et si les consommateurs parisiens furent relativement épargnés, on aurait pu

18. BUAT, N., 2010.

craindre une avalanche de demandes de secours dans les campagnes. Or, il n'en fut rien. La progression des aides distribuées resta dans des limites raisonnables. Pour expliquer cette tension inexplicablement réduite, il ne reste qu'à recourir à une hypothèse défendue par l'auteur : le recul de la pauvreté ou en tout cas de l'indigence, mais aussi l'inversion des rapports villes/campagnes amorcée par la Révolution. Comme en Suède, la progression du niveau de vie est avérée mais ici les bouleversements occasionnés par 1789 ont modifié en profondeur le rapport de forces entre la ville et la campagne. En redistribuant des terres, réduisant la pression fiscale, annihilant la dette, détruisant le système des redevances seigneuriales et ecclésiastiques, la Révolution a détourné le sens des flux de grains au détriment des premières. Elle les a placées en position subordonnée pour leur approvisionnement par rapport aux producteurs, désormais maîtres du marché¹⁹. On comprend mieux pourquoi cette crise qui n'a pas eu lieu est passée inaperçue des historiens, sinon des populations.

L'intervention de l'État n'en reste pas moins nécessaire pour éviter les effets destructeurs des chertés. D'autres institutions ont joué par le passé ce rôle d'amortisseur pour les pauvres et les sans-terre. L'Église naturellement, mais aussi les institutions seigneuriales. C'est ainsi qu'en Suède Mats Ols-son et Patrick Svensson ont exalté le rôle stabilisateur du système domanial qui assume une fonction de protection pour les paysans²⁰. Mais nous parlons ici d'expédients et non de la résolution d'un problème qui a hanté les sociétés européennes pendant très longtemps. L'État a joué un rôle majeur pour surmonter les difficultés en engageant des programmes de réformes ou de structures. Mats Morell et José Miguel Lana Berasain ont évoqué les efforts accomplis en Suède ou en Espagne, non seulement pour libéraliser le marché mais aussi pour faire circuler la terre, attaquer les droits collectifs ou promouvoir des progrès agricoles. En France, les mêmes initiatives ont été prises pour susciter la redistribution de la propriété, en finir avec les communaux ou diffuser par l'enseignement ou toute autre manière les innovations. Il est bien difficile de dire si ces tentatives ont été payantes et toujours adaptées et si elles ont réellement mis la révolution agricole sur les rails. Il reste que les progrès de l'agriculture ont été tels entre le début du XVII^e siècle et la fin du XIX^e siècle que les sociétés ont été de moins en moins accablées par les calamités agricoles, en disposant d'un volant de sécurité suffisant pour affronter les revers de fortune de la météorologie.

19. HERMENT, L., 2009.

20. DRIBE, M., OLSSON, M., SVENSSON, P., à paraître.

Pendant longtemps il a fallu se contenter de palliatifs médiocres. Richard Hoyle a montré comment l'Angleterre a échappé à la crise de 1693 qui a fait tant de ravages en Europe. En se portant sur la production d'orge et même d'avoine pour suppléer la défaillance de la production de blé, en interdisant même la consommation de bière pour réserver l'orge à l'alimentation humaine, les Anglais auraient évité une hécatombe²¹. Pourquoi les Français n'auraient-ils pas adopté la même échappatoire ? Ils l'auraient fait, selon Marcel Lachiver, lors des grandes catastrophes des années 1690 ou en 1709, mais ponctuellement. Erreur de jugement ? Raison culturelle ? Ou insignifiance de la production d'orge dans la plupart des grandes plaines céréalières où triomphe le binôme blé/avoine ? Parmi les solutions qui permettaient d'éviter le pire, il y avait le recours à la châtaigne donnée par « l'arbre à pain » ou l'introduction de la pomme de terre, cotée pour la première fois en 1694 dans le Vivarais, en pleine crise frumentaire.

Il reste que d'autres moyens ont été mis en œuvre pour parer aux famines. Quelle a été la part des changements climatiques avec la fin du petit âge glaciaire, de l'action gouvernementale, des progrès techniques, par exemple en ce qui concerne le stockage ou le transport des grains, pour résoudre le problème de l'approvisionnement pour des consommateurs de plus en plus nombreux ? Quels ont été les apports respectifs de la croissance de la production, de la plus grande régularité des récoltes et de l'organisation des marchés dans la disparition des crises frumentaires ? Voilà quelques-unes des questions qui demeurent posées aux historiens pour comprendre le passé et mieux appréhender l'avenir. Il en est d'autres qui interpellent la validité du modèle anglais qu'il faudra bien revisiter un jour.

En quoi l'Angleterre aurait-elle mieux su gérer ces problèmes que les autres pays ? Dans quelle mesure les enclosures ont-elles assuré la fonction qu'on leur assigne généralement ? À quel degré la révolution agricole anglaise a-t-elle été unique et constitue-t-elle un modèle transposable²² ? N'est-il pas curieux de remarquer que c'est dans le pays qui ignorait les crises que surgissent les premières réflexions théoriques sur le rapport entre le volume des récoltes et le mouvement des prix (King, Davenant)²³ ? N'est-il pas frappant que l'Angleterre ait dû, dès le milieu du XVIII^e siècle, commencé à importer du blé en quantités croissantes pour faire face à la progression d'une population jusque-là notoirement peu dense et ait affiché très tardi-

21. HOYLE, R., à paraître.

22. BÉAUR, G., 2000, 300-302.

23. SIMONIN, J.-P., 1990.

vement des pointes du prix du blé aussi impressionnantes qu'en France²⁴ ? En contre-partie, le « monde plein », au-delà de la Manche, a dû affronter des crises redoutables dans des contextes bien différents et sur le plan non seulement démographique, mais aussi écologique. Ce qui en est resté, c'est cette conviction solidement ancrée que la France seule, ou à peu près, avait connu ce genre d'impasse agricole – ce que ne confirme pas les textes de ce recueil. Les apports des nouvelles recherches amènent à remettre sérieusement en cause cette dissymétrie factice²⁵. Ils conduisent à penser que la question des crises et des famines est une affaire européenne, passible d'un réexamen radical, et riche d'enseignements pour comprendre le monde contemporain.

Gérard BÉAUR

(CRH et GDR Histoire des Campagnes Européennes, CNRS/EHESS, Paris)

et Jean-Michel CHEVET (ADES – UMR 5185, ISVV-INRA, Bordeaux),

Cormac O'GRADA (University College Dublin),

Maria-Teresa PEREZ-PICAZO (Université de Murcie)

Bibliographie

Cette bibliographie est volontairement limitée. On se reportera aux indications contenues dans les articles de ce recueil.

ABEL, Wilhelm, *Agrarkrisen und Agrarkonjunktur. Eine Geschichte der Land- und Ernährungswirtschaft Mitteleuropas seit dem hohen Mittelalter*, Habil. Hamburg/Berlin 1935, trad. *Crises agraires en Europe, (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Flammarion, 1973.

APPLEBY, Andrew B., « Grain Prices and Subsistence Crisis in England and France (1590-1740) », *Journal of Economic History*, 39/4, 1979, p. 865-887.

BÉAUR, Gérard, *Histoire agraire de la France au XVIII^e siècle. Inerties et changements dans les campagnes françaises à la fin de l'époque moderne (jusqu'en 1815)*, Paris, SEDES, 2000.

BOURGUINAT, Nicolas, *Les grains du désordre. L'État face aux violences frumentaires dans la première moitié du XIX^e siècle*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2002.

BUAT, Nicolas, « Marchés et spéculation à Paris pendant la disette de 1692-1694. Une approche par les prix », *Histoire & Mesure*, 2010, 2, p. 55-93.

CAMPBELL, Bruce, « Physical Shocks, Biological Hazards, and Human Impacts: The Crisis of the Fourteenth Century Revisited », in Simonetta CAVACIOCCHI (ed.), *Le interazioni fra economia e ambiente biologico nell' Europa preindustriale. Secc. XIII-XVIII*, Istituto Internazionale di Storia Economica, F. Datini, Prato, Italy, 2010, p. 13-32.

CHEVET, Jean-Michel, « Reconsidering a rural myth: peasant France and capitalist Britain », in John BROAD (ed), *Revising French and British rural divergence. A Common Agricultural Heritage?*, *Agricultural History Review*, Supplement Series 5, 2010, p. 37-54.

24. APPLEBY, A. B., 1979.

25. CHEVET, J.-M., 2010.

- CHEVET, Jean-Michel & O'GRADA, Cormac, « Quelle est la nature des crises démographiques françaises du milieu du XIX^e siècle ? », *Famine : interdisciplinary perspectives from the past and the present*, Fondation des Treilles, Les Arcs Draguignan, 21-27 mai 2003.
- , « Revisiting subsistence crisis»: the characteristics of demographic crisis in France in the first half of the 19th century », *Food & Foodways*, 2004, vol. 12, n° 2-3, p. 165-195.
- DRIBE Martin, OLSSON Mats & SVENSSON Patrick, *Was the Manorial System an Efficient Insurance Institution? Economic Stress and Demographic Response in Preindustrial Sweden*, à paraître.
- GOUBERT, Pierre, *Beauvais et le Beauvaisis de 1600 à 1730. Contribution à l'histoire sociale de la France du XVII^e siècle*, Paris, EHESS, 1960, 2 vol., LXXII-653 p. + 119 p. (réimpr. Paris, Éd. de l'EHESS, 1982).
- HERMENT, Laurent, *Survivants ou Conquérants : Reproduction sociale et accumulation patrimoniale chez les petits exploitants agricoles de Seine-et-Oise durant le premier XIX^e siècle (1789-1860)*, thèse d'histoire, EHESS, 2009.
- HOYLE, Richard W., *Explaining why nothing happened: the lack of crisis in England in the 1690s*, à paraître.
- LABROUSSE, Ernest, *Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIII^e siècle*, Paris, Librairie Dalloz, 1933, XXIX-695 p., rééd. Gordon and Breach Science Publishers, Paris-Montreux, 1984.
- , *La crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution*, Paris, puf, 1944, LXXV-665 p., rééd., 1990, (avec préface de J.C. Perrot).
- LACHIVER, Marcel, *Les années de misère : la famine au temps du Grand Roi*, Paris, Fayard, 1991.
- LANDES, David S., « The Statistical Study of French Crises », *Journal of Economic History*, 10/2, p. 195-211.
- LE ROY LADURIE, Emmanuel, « L'aménorrhée de famine. (XVIII^e-XX^e siècle) », in *Le territoire de l'historien*, Paris, 1973, p. 331-348.
- , *Histoire humaine et comparée du climat*, t. 1 : *Canicules et glaciers, XIII^e-XVIII^e siècles* et t. 2 : *Disettes et révolutions, 1740-1860*, Paris, Fayard, 2004 et 2006.
- MEUVRET, Jean, « Les crises de subsistances et la démographie de la France d'Ancien Régime », *Population*, 1946, 1, p. 643-650.
- O'GRADA, Cormac, *Famine: A Short History*, Princeton, Princeton University Press, 2009.
- PAPING Richard, VANHAUTE, Eric, O'GRADA, Cormac (eds), *When the Potato Failed. Causes and Effects of the Last European Subsistence Crisis, 1845-1850*, Turnhout, Brepols, Corn Series, 2007.
- PERROT, Jean-Claude, « L'analyse dynamique des crises au XVIII^e siècle », in *La France d'Ancien Régime. Études réunies en l'honneur de Pierre Goubert*, t. 2, Toulouse, Privat, p. 543-551.
- SIMONIN, Jean-Pascal, « Les fluctuations des marchés des grains à l'époque moderne », *Histoire & Mesure*, 1990, 3-4, p. 181-211.
- WEIR, David R., « Les crises économiques et les origines de la Révolution française », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 1991, 46/4, p. 917-947.
- WRIGLEY E. A. & SCHOFIELD R. S., *The Population History of England, 1541-1871. A reconstruction*, London, Edward Arnold Publishers, 1981